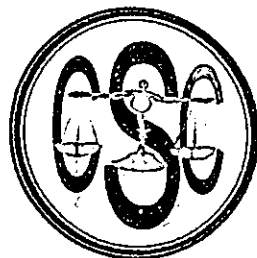


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

COUR SUPREME

CABINET DU PREMIER PRESIDENT
☎ : 222 22 05 76



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SUPREME COURT

CHIEF JUSTICE'S CHAMBERS
☎ : 222 22 05 76

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°
001/AONO/CPM/CSC/2025 du 13 JUIN 2025 POUR LA FOURNITURE DE
QUATORZE (14) VÉHICULES BERLINES DE FONCTION A LA COUR
SUPREME DU CAMEROUN.

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE LA COUR SUPREME
EXERCICE 2025**

1. OBJET

Le Premier Président de la Cour Suprême (CSC) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la fourniture de quatorze (14) véhicules Berlines de fonction à la Cour Suprême du Cameroun.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Appel d'Offres portent sur la fourniture de quatorze (14) véhicules Berlines de fonction à la Cour Suprême du Cameroun tel que présenté dans le devis quantitatif

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités, compétences et expertises avérées dans le domaine. ✓

4. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées entièrement par le budget de la Cour Suprême du Cameroun (CSC), exercice 2025.

5. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au **Secrétariat Général de la Cour Suprême** dès **publication du présent avis**.

6. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables au **Secrétariat Général de la Cour Suprême** contre présentation d'une quittance de versement au trésor public d'une somme non remboursable de **350.000 (Trois cent cinquante mille francs) CFA**.

7. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du présent est de 723.871.000 (sept cent vingt-trois millions huit cent soixante-onze mille francs) CFA.

8. REMISE DES OFFRES.

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires (dont un original et six (06) copies marqués comme tels), devra parvenir aux heures ouvrables au **Secrétariat Général de la Cour Suprême, au plus tard le 15 Juillet 2025 à 12 heures**, heure locale et devra porter la mention : 



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/CPM/CSC/2025 DU 13 JUIN 2025 POUR LA FOURNITURE DE QUATORZE (14) VÉHICULES BERLINES DE FONCTION A LA COUR SUPREME DU CAMEROUN.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

9. RECEVABILITE DES OFFRES

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission dont le montant est de 14.000.000 (quatorze millions de francs) CFA.

Cette caution devra être établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce n°12 du DAO et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Cette caution devra être accompagnée d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...) conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. OUVERTURE DES OFFRES ✓

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 15 Juillet 2025 à 13 heures dans la Salle de Conférence de la Cour Suprême par la Commission Interne de Passation des Marchés.

Seuls les soumissionnaires pourront assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

11. DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution du marché prévu par le Maître d'Ouvrage est de trois (03) mois.

12. PRINCIPAUX CRITERES ELIMINATOIRES

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Substitution de pièces et manœuvres frauduleuses
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et le SDP (offre financière)
- Absence de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC à l'ouverture des plis
- Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois dernières années.
- Note technique inférieure à 5 / 7 critères essentiels.
- Avoir exécuté dans les délais les marchés similaires.
- Etre concessionnaire ou avoir une convention de partenariat avec un concessionnaire sur le territoire camerounais.

13. LES PRINCIPAUX CRITERES ESSENTIELS DE QUALIFICATION

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur

- | | |
|----------------------------|---------|
| 1) Présentation de l'offre | Oui/Non |
| 2) La capacité financière | |
| Oui/Non | ✓ |

- 3) Le personnel d'encadrement
Oui/Non
- 4) Le matériel et les équipements essentiels
Oui/Non
- 5) Note méthodologique (organisation planning d'approvisionnement, compréhension du projet) Oui/Non
- 6) Acceptation des conditions du marché CCAP paraphés à toutes les pages et signé et daté à la dernière page. Oui/Non
- 7) Délais de livraison inférieur ou égal à trois mois Oui/Non

14. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire le moins disant techniquement qualifié.

15. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS

Le présent appel d'offres est constitué d'un seul lot.

16. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

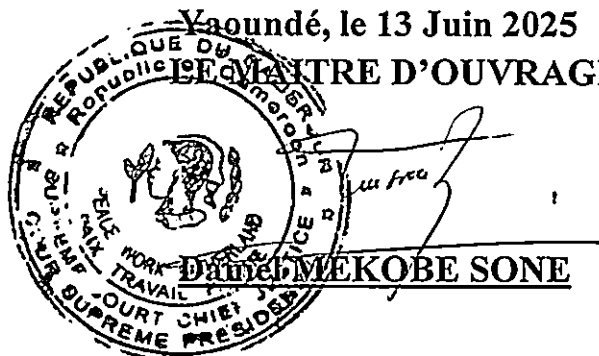
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant trois (03) mois à partir de la date limite fixée pour la remise de celles-ci.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Cour Suprême.

Vaoundé, le 13 Juin 2025

LE MAÎTRE D'OUVRAGE



Ampliation:

- o ARMP
- o CIPM;
- o Secrétariat MO ;
- o Archives ✓

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

COUR SUPREME

CABINET DU PREMIER PRESIDENT
☎ : 222 22 05 76



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

SUPREME COURT

CHIEF JUSTICE'S CHAMBERS
☎ : 222 22 05 76

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°001AONO/CPM/CSC/2025 OF
13th JUNE 2025 TO SUPPLY FOURTEEN (14) BERLINE SERVICE
VEHICLES TO THE SUPREME COURT OF CAMEROON.

**FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET OF THE SUPREME COURT FINANCIAL
YEAR 2025**

1. SUBJECT

The Chief Justice of the Supreme Court of Cameroon (CSC) launches a national open invitation to tender in an emergency procedure to supply fourteen (14) Berline Service Vehicles to the Supreme Court of Cameroon.

2. NATURE OF THE SERVICE

The service which is the subject of this call for tender is the **supply** fourteen (14) Berline Service Vehicles to the Supreme Court of Cameroon as presented in the quantitative quote.

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this call for tender is open to legal Cameroonian companies installed in Cameroon with justifying and proven capacities, competence and expertise in the domain.

4. FINANCING

The service, which is the subject of this call for tender is entirely financed by the budget of the Supreme Court of Cameroon (SCC), financial year 2025. ✓

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°001/AONO/CPM/CSC/2025 OF 13th JUNE 2025 TO SUPPLY
FOURTEEN (14) BERLINE SERVICE VEHICLES TO THE
SUPREME COURT OF CAMEROON.**

***«TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING
SESSION»***

9. ADMISIBILITY OF BIDS

Each tenderer should attach to its administrative documents, a bid bond caution of 14.000.000 (Fourteen million francs) CFA.

This caution should be established by a first order bank or an insurance company authorised by the Ministry of Finance and found in the list found in the document No 12 of the Call for Tender and valid for a period of thirty (30) days after the date of the original validity of the offer.

This bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC.

Under pain of rejection, the other administrative documents required should imperatively be provided in original or in certified copies by the service which issued the document or an administrative authority (Divisional officer and sub divisional officer) compliant to the provisions of the Special Regulation of Call for Tenders.

They must be dated less than three months (03) months and should have been established after the date of signature of the Call for tender.

All offers which are non-compliant to the prescriptions of this notice and the call for tender will be declared inadmissible, especially the absence of bid bonds issued by a first order bank approved by the minister of finance on the non-respect of samples of documents of the call for tender, will lead to the pure and simple rejection of the tender without any possibility of appeal.

10. OPENING OF BIDS

Opening of bids will be done at once. The opening of administrative

5. CONSULTATION OF CALL TO TENDER

The call for tender can be consulted during opening hours at the **General Secretariat of the Supreme Court** from the **publication of this notice**.

6.ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The case file can be obtained during opening hours from the General Secretariat of the Supreme Court against presentation of payment to the public treasury of the non-refundable sum of **350 000 (three hundred and fifty thousand francs) CFA**

7. ESTIMATED COST

The estimated cost for this is bid is 723.871.000 (seven hundred and twenty-three thousand eight hundred and seventy-one million francs) CFA.

8.HANDING OVER OF BIDS

Each offer drafted in French or in English, in seven (07) copies (one original copy and six (06) copies marked as such), should arrive the General Secretariat of the Supreme Court during working hours , **on latest 15th JULY 2025 at 12 a.m hours, local time and should bear the caption: ✓**

documents, technical and financial offers will take place on 15th JULY 2025 at 13 p.m hours in the Conference Hall at the Supreme Court by the internal commission for the award of contracts.

Only tenderers will be allowed to take part in this opening session or be represented by a person of their choice with perfect mastery of the file.

11.DEADLINE

The maximum period for the performance of the contract by the contracting authority is **three (03) months**.

12.MAIN ELIMINATORY CRITERIA

The following are eliminatory criteria:

- False declaration or falsified documents;
- Substitution of documents and fraudulent maneuvers
- Absence of a unit price quantified in the BPU, the DQE and the SDP (financial offer)
- Absence of bid bond caution at the opening of bids accompanied by the receipt issued by the CDEC at the bid opening
- Absence of affidavit of not having abandoned a contract during the last three years
- Technical note inferior to 5 / 7 essential criteria.
- Failure to have completed similar contracts within the stipulated deadlines
- To be an authorized dealer or to have a partnership agreement with an authorized dealer operating within the Cameroonian territory.

13.MAIN QUALIFICATION CRITERIA

The qualification for qualification of candidates is as follows

- | | |
|------------------------------|--------|
| 1) Presentation of the offer | Yes/No |
| 2) Financial capacity | |
| Yes/No ✓ | |

- 3) Company supervision
Yes/No
- 4) Essential material and equipment
Yes/No
- 5) Methodological note (Supply planning organisation, comprehension of the project) Yes/No
- 6) Acceptation of contract terms CCAP all pages paraphrased and signed and dated at the last page. Yes/No
- 7) Deadline for supply inferior or equals to three months Yes/No

The offer is validated after satisfaction of 5/7 at least of the criteria.

14.AWARD OF THE CONTRACT

The Contract is awarded to the tenderer with the lowest qualified technical order.

15.MAXIMUM NUMBER OF LOTS

This tender is made up of a single lot.

16.TERM OF VALIDITY OF THE OFFER

The tenderer remains engaged to their offer for a period of three (03) months from the deadline set for the handing over of this.

17.COMPLEMENTARY INFORMATION

Complementary information may be obtained during opening hours from the General Secretariat of the Supreme Court.

Yaounde, on 13th JUNE

THE PROJECT OWNER

Daniel MEKOBE SONE



Enclosures:

- o ARMP;
- o CIPM;
- o Secrétariat PO;
- o Archives.